

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS345/14

7 octobre 2008

(08-4760)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – DIRECTIVE SUR LES CAUTIONNEMENTS EN DOUANE POUR LES MARCHANDISES ASSUJETTIES À DES DROITS ANTIDUMPING/COMPENSATEURS

Communication présentée par l'Inde et les États-Unis au sujet
de l'article 21:3 b) et 21:3 c) du Mémorandum d'accord

La communication ci-après, datée du 2 octobre 2008 et adressée par la délégation de l'Inde et par la délégation des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

À sa réunion du 1^{er} août 2008, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans le différend *États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane pour les marchandises assujetties à des droits antidumping/compensateurs* (WT/DS345). À la réunion de l'ORD du 29 août 2008, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur intention de se conformer, dans le présent différend, à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, et ont déclaré qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. À cette réunion, l'Inde a indiqué qu'elle était disposée à négocier avec les États-Unis au titre de l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends au sujet du délai raisonnable pour la mise en œuvre.

L'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord prévoit que, en l'absence d'un accord entre les parties sur un délai, le délai raisonnable sera déterminé "par arbitrage contraignant dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions". En vue de donner aux parties suffisamment de temps pour discuter d'un délai mutuellement convenu, l'Inde et les États-Unis i) sont convenus que tout arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord s'achèverait 60 jours au plus tard après la date de la désignation d'un arbitre, à moins que l'arbitre, après avoir consulté les parties, ne considère qu'un délai supplémentaire est nécessaire; et ii) confirment que toutes décisions de l'arbitre (y compris les décisions qui ne seront pas rendues dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions) seront réputées être des décisions arbitrales aux fins de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord en vue de la détermination du délai raisonnable imparti aux États-Unis pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

Pour l'Inde

Pour les États-Unis

Ujal Singh Bhatia
Ambassadeur

David P. Shark
Chargé d'affaires a.i.